



## Contre la baisse des DHG dans les Hauts-de-Seine

### Rassemblement devant la DSDEN le 1<sup>er</sup> février à 14h !

Le 19 janvier dernier, les salarié-es de ce pays, et avec eux-elles les enseignant-es, ont clairement exprimé leur refus de voir allonger l'âge de départ à la retraite à 64 ans et le prolongement de la durée de cotisation. Alors que deux millions de salarié-es ont manifesté leur opposition à la réforme du Président Macron proposée par la première ministre Borne, cette dernière poursuit son plan de liquidation. Nous serons de nouveau en grève à partir du 31 janvier et soutiendrons l'ensemble des collègues qui, d'ici là, organisent des assemblées générales, des débrayages, des rassemblements contre la contre-réforme Macron-Borne.

Comment imaginer travailler plus longtemps quand, de plus, nos conditions de travail sont, année après année, toujours plus dégradées ? En effet, les établissements scolaires des Hauts-de-Seine vont, à la prochaine rentrée scolaire, connaître une nouvelle saignée dans leurs moyens d'enseignement : ce sont plus de 1000 heures qui sont retirées des DHG du département ! Alors que les classes sont déjà surchargées, la situation va encore se dégrader en affectant les conditions de travail des personnels et d'apprentissage des élèves. De nombreux postes sont menacés. La réduction des moyens est telle que le nombre d'heures par élève diminue alors que les effectifs baissent en collège. Cela aurait dû, au contraire, être l'occasion de diminuer enfin le nombre d'élèves par classe.

Pour la deuxième année consécutive, les collèges REP/REP+ sont particulièrement touchés par cette baisse de moyens, avec une diminution systématique de leurs marges. Petit à petit, c'est le principe même de l'éducation prioritaire qui est remis en cause. Nous pouvons aussi noter cette année des pertes importantes sur les DHG de nombreux lycées professionnels qui ne sont pourtant pas concernés par des modifications de la carte des formations.

Les organisations syndicales CGT Éduc'ation 92, SNFOLC 92, SNES-FSU 92, SUD Education 92, SNALC Versailles et SGEN-CFDT Versailles dénoncent la faiblesse des moyens attribués aux établissements des Hauts-de-Seine pour la prochaine rentrée scolaire. Elles appellent à un rassemblement devant la DSDEN du 92 à Nanterre (167 avenue Joliot-Curie) le mercredi 1<sup>er</sup> février à 14h. Un préavis de grève est déposé pour couvrir les personnels des établissements mobilisés.